

journal du chaos



Le monde a commencé sans l'homme, il finira sans lui. Claude Levi-Strauss

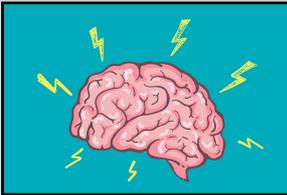
Semaine 19 du 04 au 10/05 - 2020





Dans une guerre, on meurt pour quelque chose, et il y a deux camps. Mais un virus est neutre et tout le monde est contre. Le Covid-19 n'a ni drapeau, ni haine, ni but de guerre. Le tragique, le douloureux, c'est l'absence de sens, et donc l'absurde.

Régis Debray



Le cerveau, c'est de la graisse avec des mots

Brèves de comptoir

Vers un effondrement de notre économie ?

Les tensions sociales, nous les aurons. Elles vont venir d'ailleurs, [non des syndicats ou des fonctionnaires] mais des petits commerçants et artisans ruinés, des salariés et patrons de PME et TPE incapables de relancer leur activité, de professions libérales obligées de se recycler, et de ces millions de nouveaux chômeurs, qui vont mettre des années à retrouver un emploi. Ce ne sera pas une fausse colère syndicale, encadrée, ordonnée à un projet politique et à des revendications salariales ou sur l'âge de la retraite, ce sera celle de Français « Gilets jaunes », Français sans travail, sans clients, sans argent, sans épargne et sans retraite. Français qui vont perdre leur toit, Français qui manqueront même de l'indispensable. Elle risque d'être terrible.

La Poste

À partir du 11 mai, et « de façon progressive, le facteur passera six jours par semaine » a indiqué La Poste dans un communiqué. Depuis le début de l'épidémie, la distribution du courrier et des colis a été drastiquement réduite, passant à trois jours par semaine, puis à quatre jours depuis le 21 avril. Le groupe vise aussi la réouverture progressive de tous les bureaux de poste, avec des horaires adaptés, avant la fin mai. Selon son PDG, Philippe Wahl, 5 475 bureaux de poste sont d'ores et déjà ouverts sur 7 700.

Déconfinement avez-vous dit ? Pas tout à fait. Le gouvernement a publié une carte de France délimitant les différentes zones de déconfinement, en fait les zones à plus ou moins à risques de contamination. Et déjà, ça gueule.

Jérôme Salomon, numéro deux du ministère, a dû annoncer des rectifications pour six départements dans la carte de synthèse. Reste que ces erreurs brouillent un peu plus la perception et la compréhension de cette cartographie supposée éclairer les arbitrages du déconfinement. Mais port du masque obligatoire pour tous !

Les professionnels de santé, dans un texte d'une rare violence, se posent la question de savoir comment se fait-il que les soignants n'aient pas pu être dotés de masques quand les grandes surfaces s'apprentent à en vendre de très grosses quantités au grand public.

Plusieurs réunions interministérielles se sont déroulées ces dernières semaines pour plancher sur de nouvelles dates pour les élections municipales, qui pourraient se dérouler fin septembre-début octobre, peut-être même en refaisant les deux tours. Ce qui pourrait entraîner le déplacement des élections sénatoriales.

En raison de l'attitude de plus en plus hostile de l'Élysée à l'égard du Premier ministre, Edouard Philippe, tout indique qu'Emmanuel Macron veut se séparer de lui. Le problème qui se pose au chef de l'État est de savoir par qui le remplacer. Le nom de ce baltringue de Jean-Louis Borloo circule. Mais est-ce le bon moment pour déquiller Philippe ?

Inquiétude des maires. Ils sont inquiets concernant la question de la réouverture des écoles et du risque de contamination qu'elle induit. Ils s'interrogent aussi le port obligatoire du masque dans l'espace public, souhaité par de nombreuses villes (Paris, Lyon, Nice, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier) mais rejeté par le Conseil d'État durant le confinement.

Le respect de la distanciation sociale dans les transports en commun demandée par le gouvernement lors du déconfinement s'apparente à une mission impossible pour les opérateurs de transport (SNCF, RATP, Transdev, Keolis...). Ils l'ont écrit noir sur blanc dans un courrier au premier ministre, Édouard Philippe. Faute de moyens matériels et humain avancement-ils avec raison.

Quand on vous dit que nos économistes distingués sont des diseuses de bonne aventure, Nicolas Baverez nous en fournit une preuve. Il avait annoncé qu'en raison de sa bonne gestion, l'Allemagne limiterait la chute de son activité à 4,2% du PIB. Manque de pot, le ministre de l'Économie, Peter Altmaier, annonce une chute probable de 6,3%.

Elysée

Emmanuel Macron n'a pas hésité à faire appeler une dizaine de journalistes de grands quotidiens et de télévisions d'information en continu pour leur dire tout le mal qu'il pensait du discours d'Édouard Philippe, mardi 29/4, à l'Assemblée et de son choix de faire voter les députés dans la foulée.

A un Premier ministre qui avait évoqué un « *risque d'écroulement* » économique du pays, Emmanuel Macron a rétorqué, lors d'un entretien télévisé mardi 5/05, « *Non, je n'ai pas ces grands mots* ». « *Nous sommes une nation forte* » avance Macron, tout en affirmant mesurer « *le choc massif économique* » que subit le pays.

« *Ce ne sera pas tous les jours facile. La tâche sera rude* » avait annoncé Emmanuel Macron lors de sa prise de pouvoir. En la matière, il a été servi, avec trois années chamboulées par autant de crises au plus haut sommet de l'Etat : de l'affaire Benalla aux Gilets jaunes, jusqu'à cette terrible épidémie qui met le pays quasiment à l'arrêt, au point de faire exploser les fondements économiques de son programme.

Reste à savoir quel sera l'état de sa relation avec le peuple au sortir de la crise sanitaire que connaît aujourd'hui le pays, encore plus à l'approche de l'élection présidentielle de 2022. Sauf que la question demeure de savoir qui pourrait lui être opposé dans l'opposition. La gauche est en lambeaux, la droite ne vaut guère mieux. Et ce n'est pas l'ectoplasme Baroin qui nous contredira.

Plutôt que d'annuler une cérémonie totalement décalée d'une très discutable victoire sur l'Allemagne en 1945 - qui est de fait une victoire américaine par asservissement de l'Europe de l'ouest -, Macron s'est rendu à l'Arc de Triomphe dans un Paris desert accompagné des seuls guignols de Sarkozy, Hollande, Gérard Larcher, Richard Ferrand, Edouard Philippe, Florence Parly et Anne Hidalgo.

Gouvernement

Le gouvernement a dû gérer une nouvelle polémique sur les masques. Après leur indisponibilité du stock d'Etat, c'est désormais les quantités massives annoncées à la vente par la grande distribution qui, par contraste, intrigue. Olivier Veran argue que la grande distribution est très loin des 500 millions de masques importés par l'Etat. « *Il n'y a pas de stocks cachés* » précise le ministre.

Le premier ministre a voulu marteler solennellement, devant les sénateurs, combien « *la réouverture des écoles (est) une priorité, sociale et républicaine* »... mais pour immédiatement amoindrir son propos en évoquant dans la phrase suivante une ouverture « *très progressive* » et « *sur la base du volontariat* »... Il ressort des consignes gouvernementales un trop plein d'injonctions contradictoires.

Quant au « *protocole sanitaire* » stipulant, par exemple, que les enfants ne s'approcheront pas de plus d'un mètre les uns des autres, il relève plus de la pensée magique que de la directive !

Sous le double label de l'Elysée et du gouvernement, est mort-né la plateforme Desinfox destinée à juguler la prolifération de fausses informations pullulant depuis le début de l'épidémie.

« *Il est interdit de faire des campagnes généralisées de dépistage en entreprise* », a fait savoir la ministre du Travail Muriel Pénicaud. Le « *protocole national de déconfinement* », publié par le ministère du Travail pour guider les entreprises dans leur reprise d'activité, rappelle « *qu'à*

l'heure actuelle, seuls les tests virologiques RT-PCR sur prélèvement naso-pharyngés sont fiables pour confirmer le diagnostic de COVID-19 ».

Muriel Pénicaud a aussi rappelé que l'entreprise n'a pas à connaître la situation médicale du salarié et que « le salarié a le droit de refuser » que l'on prenne sa température à l'entrée de l'entreprise car « c'est une intrusion sur le domaine de la santé ». Même en période de pandémie ?

Drôle de zozo que cet Olivier Veran, ministre de la Santé qui délare tout de go « *la France est-elle opérationnelle pour faire face à de grandes catastrophes climatiques, industrielles ou épidémiques ? Je n'en suis pas sûr* ». Il a le mérite de la lucidité.

Le Premier ministre a présenté son plan de déconfinement. C'est un plan qui s'est bâti sur fond de nombreux tiraillements entre ministères et au sein des administrations. Ces dissensions ont obligé le sommet de l'exécutif à procéder à des arbitrages tardifs entre des demandes concurrentes, voire contradictoires.

Institutions

Les demandes de commission d'enquête sur les agissements du gouvernement ou les plaintes en justice concernant la gestion de crise du coronavirus se multiplient depuis plusieurs semaines.

Les maires sont inquiets. Déjà responsables juridiquement de tout dans leur mairie, ils craignent la rentrée scolaire et qu'on les rende responsables de cas de contamination du virus. C'est la raison pour laquelle Jean-Louis Thiérot (3^e Seine-et-Marne) a rédigé une proposition de loi délimitant le champ de leurs responsabilités.

En clair, si un maire ouvre une école en respectant le protocole sanitaire et qu'un cas de coronavirus apparaît, en aucun cas le maire ne devrait pouvoir être désigné responsable par les parents. Le texte a été déposé à l'Assemblée nationale le 30 avril par le groupe des 104 députés LR.

L'amendement polémique du sénateur Philippe Bas (Les Républicains) sur l'irresponsabilité pénale des élus a été vidé de sa substance dans sa version examinée à l'Assemblée nationale le 5 mai.

De nombreux députés de la majorité estiment que leurs collègues sénateurs ont cédé à la tentation électoraliste en votant à la quasi-unanimité une mesure flattant les représentants des collectivités territoriales, qui sont aussi leurs grands électeurs.

Fichtre. Les sénateurs ont rejeté le plan de déconfinement que leur a présenté Edouard Philippe par 89 voix contre 81 et 174 abstentions. Si cela n'a, sur le fond, aucune conséquence, cela ne simplifie pas la tâche de l'exécutif et renvoie aux oubliettes une déjà très problématique union nationale.

Ca fait l'objet d'un débat : y-a-t-il trop d'administratifs dans les hôpitaux ? Actuellement, 405 600 personnes (ETP) oeuvrent à des tâches autres que médicales, soit 54% de plus qu'en Allemagne dont la population est pourtant supérieure de 25% à celle de la France.

Divers

Outre l'épidémie de coronavirus et ses conséquences économiques, c'est une autre menace qui plane sur notre agriculture : avec l'arrivée du printemps et après un hiver

exceptionnellement chaud, la sécheresse menace une très grande partie du pays, et touche déjà sévèrement certaines régions.

Ainsi, des producteurs de céréales sont déjà durement atteints. La Drôme a par exemple été placée le week-end dernier en « vigilance sécheresse » par les autorités. L'est de la France est également très impacté ; la Loire, elle est à sec, autre motif d'inquiétude.

Poursuivant de sa vindicte les automobilistes, Anne Hidalgo, maire de Paris, veut limiter les déplacements en voiture dans la capitale. Les Franciliens risquent en effet de privilégier la voiture aux transports en communs afin d'éviter toute nouvelle contamination. Les automobilistes parisiens peuvent s'attendre à vivre l'enfer avec le report du trafic vers d'autres zones au risque d'y créer d'énormes bouchons.

L'obsession d'Hidalgo : privilégier le vélo. Elle veut encourager les « banlieusards » à laisser leur voiture dans les parkings aménagés aux portes de Paris, soit une trentaine, contre 11 actuellement. Et d'enfourcher un vélo, les voies qui leur seront réservées ont été multipliées. A défaut, soit la marche à pied, soit les transports en commun. 50 km de voies réservées d'ordinaire aux voitures seront consacrées au vélo.

Alors que nos armées s'apprêtent à participer à l'exercice Europe Defender 2020 organisé par l'OTAN, en Pologne, en Allemagne et aux pays baltes, une douzaine de hauts gradés français estiment « *qu'organiser des manœuvres de l'OTAN, au 21^e siècle, [...] plus de 30 ans après la chute de l'URSS, comme si le pacte de Varsovie existait encore, est une erreur politique, confinant à la provocation irresponsable* ».

Selon le journal *le Monde*, une plainte pour agression sexuelle a été déposée le 10 mars au parquet de Paris contre Valéry Giscard d'Estaing. Une journaliste allemande l'accuse de lui avoir posé la main à plusieurs reprises sur les fesses lors d'un entretien en décembre 2018. Des faits dont l'ancien chef de l'Etat, aujourd'hui âgé de 94 ans, affirme « ne pas se souvenir ».

Tambouille macro-machin

Dans la majorité, le groupe Modem a voté massivement pour le plan de déconfinement présenté par le Premier ministre. A quelques exceptions près, dont Jean-Louis Bourlanges (12^e Hauts-de-Seine) aux yeux de qui ce vote n'avait pas lieu d'être. Et qui se plaint par ailleurs du peu de respect pour la délibération collective qui caractérise la vie parlementaire.

La députée du Bas-Rhin Martine Wonner, seule élue LREM à avoir voté contre la stratégie de déconfinement du gouvernement, a été exclue de son groupe parlementaire. Il se trouve que la dame est médecin et qu'elle s'est élevée contre le refus d'utilisation de l'hydrochloroquine qui, associée à l'azythromicine, a montré son efficacité en début de maladie.

Considérant que « certains veulent voir dans la crise l'opportunité de revenir sur les avancées environnementales », La REM « réitère son souhait que la transition écologique et solidaire soit centrale et prioritaire dans le plan de relance » à venir, en portant une « attention particulière aux questions de justice sociale et territoriale ».

Le groupe de travail sur ce sujet, coordonné par Béangère Abba (Haute-Marne) a défini quatre objectifs : renouer avec la sobriété notamment en matière de consommation ; repenser notre souveraineté, notamment en matière agricole, industrielle et commerciale ; renforcer notre pacte de solidarité, notamment une fiscalité écologique ; réinventer un modèle soutenable envers notre stratégie industrielle, agricole, énergétique, éducative. L'enfer est toujours pavé de bonnes intentions.

Droite

Petite zizanie. Les 11 députés LR qui ont voté pour le plan de déconfinement annoncé par le Premier ministre qui était suivi d'un vote à l'Assemblée, ont créé un léger trouble au sein du groupe. Certains d'entre eux, explique l'un d'eux, « *c'est parce qu'ils vivent en bonne entente avec leur préfet* ». Quant à Eric Woerth (4^e Oise), c'est par souci de solidarité avec les présidents de commission.

Gauche

Des tables rondes numériques sur le monde d'après la crise du coronavirus ont réuni une partie de la gauche cette semaine, de LFI au PS en passant par Générations mais sans EELV qui a préféré se dédier à d'autres initiatives. Histoire de remédier au manque de représentation de la gauche dans les médias.

Trop coronavirile la guerre des hommes politiques contre le virus ? Douze femmes politiques de gauche, dont l'incontournable Clémentine Autain (LFI) Elsa Faucillon (PCF), Sandra Regol (EE-LV), Gabrielle Siry (PS), partagent le même constat depuis l'arrivée de la crise sanitaire : les femmes sont en première ligne dans la vraie vie mais absentes dans les réflexions politiques. Alors sur un forum numérique, elles crient au monde entier « *demain sera féministe ou il ne sera pas* ». Défense de se marrer !

La dernière blague au PS. Pourquoi on n'entend plus Ségolène Royal ? Parce que depuis qu'elle a entendu Macron parler d'un gouvernement d'union nationale, elle se reprend à espérer et arrête de le critiquer.

Aurélie Filipetti, ex-ministre de la Culture sous Hollande, ex-compagne d'Arnaud Montebourg (PS) et de Frédéric de Saint-Sernin (LR) ironise sur France Culture : « *On attend le 11 mai comme on attend Godot* ». En ce qui la concerne, elle aussi attend toujours Godot.

A gauche quatre réseaux, connectés les uns aux autres débattent pour imaginer le « monde d'après » versus socialo. « Initiative commune » de l'ex-député Christian Paul, le « Big Bang » de Clémentine Autain et ses copines archéo-cocos, le collectif « Arc en ciel » de la documentariste Marie-Monique Robin et le réseau écolo « Archipel » du philosophe Patrick Viveret. Auxquels il faut ajouter ceux des syndicats, CGT, Oxfam, Attac, Nicolas Hulot. Un vrai bouillon de culture !

Dans un entretien à la *Tribune de Genève*, Jean-Luc Mélenchon défend Edouard Philippe, « *un homme élégant, d'un côtoiement agréable, un libéral assumé et qui le dit clairement* », pour mieux étriller Emmanuel Macron. Le chef des Insoumis le qualifie carrément de « *bandit de grand chemin* », « *sans foi ni loi* », qui « *a trompé tout le monde* ».

Société

Effet collatéral du virus, de plus en plus de restaurateurs, et non des moindres, proposent des plats à emporter. Une forme inédite du « street food » peu en vogue dans notre pays. Et dans le lot, les chefs étoilés ne sont pas les derniers.

Je t'aime, moi non plus. Chez un peu plus de 1 couple sur 10 vivant ensemble, la proximité physique liée au confinement n'a pas été synonyme de lune de miel. Bien au contraire. L'isolement à domicile pour ces conjoints a fait émerger le désir de prendre ses distances avec sa moitié, voire la volonté de rompre définitivement (4 %).

Il fallait s'y attendre. Le coronamachin suscite l'appétit des malfrats. La gendarmerie a mis en place un dispositif pour protéger toute la chaîne médicale et paramédicale, nommée « Hygie » (déesse grecque de la santé). Cela va des cambriolages de pharmacie, à la vente de fausse chloroquine et surveillance des lieux qui fabriquent des masques et du matériel médical. Sans parler des cyberattaques.

Faits divers

Un jeune Français ayant paris la défense d'un couple, à Lyon, en novembre 2016 s'était vu rouer de coups par une racaille et s'est retrouvé dans un coma dans lequel il est toujours. Son agresseur condamné à 7 ans de prison en 2018 va être élargi, sa demande de liberté conditionnelle ayant été acceptée par la justice. Quelle justice ?

Dans une épicerie de Santee, dans la banlieue de San Diego en Californie, un homme est allé faire ses courses avec une cagoule du Ku Klux Klan, tandis que la veille, ce comté avait décrété l'obligation de porter un masque lors des sorties, en raison de la pandémie de Covid-19.

Deux poids, deux....

S'il est une chose que la crise du Covid-19 et les mesures de confinement qui l'ont accompagnée ont tout particulièrement mise en évidence, c'est bien la différence de traitement qui s'est imposée dans notre pays entre des Français de souche confinés, surveillés et mis à l'amende, et ces populations bigarrées des banlieues ethniques laissées libres d'agir comme bon leur semble faute de pouvoir les maîtriser. Une bipartition que le gouvernement, avec la complicité des grands médias, s'est longtemps efforcé de cacher puis a fini par officialiser, voire à organiser, par le biais de multiples consignes lourdes de conséquences.

Notre Brigitte Bardot nationale, 85 balais, se retrouve de nouveau devant le tribunal correctionnel pour injures raciales. Quesaco ? Averti d'un mauvais traitement animal sur l'île de la Réunion, elle a qualifié ses habitants « d'autochtones ayant gardé leurs gènes de sauvages » et de « population dégénérée encore imprégnée des coutumes ancestrales, des traditions barbares qui sont leur souche (...) Tout ça a des réminiscences de cannibalisme des siècles passées ». Elle fait pas dans la dentelle mémère !

Migration/islam

Les demandes d'asile dans les 27 pays de l'Union européenne ainsi que la Norvège, la Suisse, le Liechtenstein et l'Islande ont baissé de 43 % en mars à 34 737, en raison des mesures prises par les Etats pour lutter contre la pandémie de coronavirus, avec des contrôles voire des fermetures de frontières, ainsi que des suspensions de tout ou partie des procédures de demandes d'asile.

Appel de détresse de Francebleu.fr (groupe Radio France) en faveur des 5 600 Franco-Algériens bloqués en Algérie depuis le 17 mars et dont « la vie est un enfer ». « On est nés en France, on travaille en France, on paie nos impôts en France... notre vie est en France mais on est délaissés, on est du bétail ». Sauf que l'Algérie, qui ne reconnaît pas la binationalité, les traite comme des Algériens lambda, auxquels il est interdit de quitter le pays.

Vous avez dit confinement ? A Sète, le multirécidiviste dealer musulman Ayoub a eu droit à des obsèques dans la bonne tradition musulmane rassemblant pas moins d'une

centaine de personnes équipées de masques offerts par la mairie. Il n'en va pas de même pour les familles françaises interdites d'enterrer leurs morts dignement.

« Stupéfaction » de l'Algérien Chems-Eddine Hafiz, nouveau recteur de la grande mosquée de Paris, devant la « discrimination » pratiquée « par l'exécutif, qui annonce l'éventualité de célébration d'offices religieux [...] dès le 29 mai, pour permettre l'organisation de cérémonies religieuses liées aux fêtes juive et chrétienne de la Pentecôte », alors que les musulmans ne pourront pas célébrer l'Aïd le 24 mai.

Ecologie/ sciences & techniques

La réouverture du centre spatial de Kourou en Guyane, le 11 mai, permet à Arianespace de reprendre ses missions de lancements. Elle doit lancer 53 satellites pour le compte de plusieurs clients. Fin juillet, ce sera au tour d'Ariane 5 de voler de nouveau, avec deux satellites appartenant aux opérateurs Intelsat et B-Sat.

Contrairement à ce que raconte la Maison Blanche, et donc Trump en particulier, la direction nationale du renseignement américain pense que le virus Covid-19 n'a pas été créé par l'homme ni modifié génétiquement. Le virus a d'abord été transmis à l'homme à partir d'un marché d'animaux vivants à Wuhan.

L'Inde s'apprête à envoyer 50 millions de comprimés d'hydroxychloroquine aux Etats-Unis en raison d'une requête du président Donald Trump pour soigner les malades atteints du Covid-19. Sur les marchés internationaux, la demande se fait de plus en plus forte concernant ce traitement.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), « *Le dérèglement du climat provoque une multiplication des événements climatiques extrêmes, exacerbe la malnutrition et alimente la propagation de maladies infectieuses comme la malaria.* »

La destruction continue de la biodiversité est d'autant plus néfaste que certains individus rendent de grands services, largement ignorés, aux humains. « *En France, chaque année, au moins 500 000 à 600 000 renards sont tués alors qu'ils contrôlent des rongeurs qui jouent un rôle primordial de réservoir de la maladie de Lyme* », détaille Philippe Grandcolas, directeur de recherche au CNRS.

Libellules, oiseaux, chauve-souris, sont autant de prédateurs des moustiques. Or dans nos campagnes européennes, les populations d'oiseaux communs ont chuté d'un tiers en quinze ans. Un sort intrinsèquement lié à celui des insectes, qui ont vu leur population baisser de 25 % depuis 1990.

Economie

Le ministère du Travail a publié un protocole qui fixe un certain nombre de règles pour assurer la sécurité des salariés lors de la reprise du travail. Mais pour de nombreux acteurs du monde de l'entreprise, ce cadre s'avère rigide et complexe. C'est le cas de l'Association nationale des DRH, l'ANDRH, qui dénonce un mode d'emploi « très administratif » et « trop contraignant ». A l'image des fonctionnaires qui l'ont rédigé.

Même son de cloche du côté du patronat, qui regrette une forme de renoncement à l'intelligence collective. « *Encore une fois, on procède de manière étatique en édictant des règles* », regrette Charles Znaty, le président du Medef Paris. On est dans une logique de

production de réglementation autoritaire là où il faudrait plutôt en appeler au bon sens de chacun.

La présidente de la BCE a refusé de donner une estimation précise de l'impact de la crise sanitaire actuelle sur l'économie du Vieux Continent, tant les incertitudes demeurent sur l'après confinement et le comportement des différents acteurs dans une période aussi inédite.

Lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion de politique monétaire, elle a tout de même donné une fourchette assez large, estimant que l'économie de la zone euro pourrait reculer de -5 % à -12 % cette année.

Alors que dans de nombreux pays européens le report de la TVA figure dans presque tous les plans d'urgence, en France c'est hors de question. Le gouvernement garde sa ligne : il n'est pas question d'inclure la TVA dans la liste des impôts dont le paiement peut être repoussé. Sont seuls visés en matière d'aide aux entreprises, les impôts directs et les cotisations sociales.

Chute de l'activité économique oblige, 12,1 millions de salariés ont été placés en chômage partiel par leur employeur. Mais à la différence du chômage classique, le chômage partiel n'est pas soumis aux cotisations retraite ; il ne génère donc pas de droits nouveaux et peut impacter négativement le montant de la future pension. Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, entend corriger le tir.

Culture/médias

20 Minutes. Le quotidien gratuit, codétenu par *Ouest France* et *Rosel*, sera à nouveau imprimé à partir du 11 mai. 80 % des points de distribution seront ainsi approvisionnés à cette date dans les 11 agglomérations, y compris Paris, où le quotidien est distribué à plus de 916 000 exemplaires.

Au bord de la cessation de paiements, le Groupe *Paris turf* pourrait rapidement changer de pavillon. Plusieurs candidats sont sur les rangs pour la reprise du leader du secteur de la presse hippique jusque-là détenu par le patron de l'Olympique de Marseille, Jacques-Henri Eyraud. Xavier Niel et le prince Karim Aga Khan notamment. Fouette cocher !

A l'occasion des prochaines Journées du patrimoine, fixées aux 20 et 21 septembre, le Mobilier national vendra aux enchères quelques-unes de ses pièces. Les bénéfices de cette vente, inédite dans son volume, seront intégralement reversés à la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France, présidée par Brigitte Macron. On ferait mieux de fourguer aux Chinetiques toute notre quincaillerie estampillée « art contemporain » et Pinault avec.

Plusieurs quotidiens - *Libération*, *L'Equipe*, *Le Figaro*, *Le Monde* -, viennent d'être sévèrement épinglés concernant les délais de paiement de leurs prestataires à la suite d'une procédure lancée par la Direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes. Le plus sévèrement sanctionné est le quotidien *Le Monde*, dirigé par Louis Dreyfus, qui écope d'une amende de 300 000 €.

Emmanue Macron a opté pour une année blanche pour les intermittents du spectacle. Les droits de ces derniers, déjà sanctuarisés pour les trois mois du confinement, « seront prolongés d'une année » au-delà des six mois, c'est-à-dire « jusqu'à fin août 2021 », a-t-il expliqué, conscient que beaucoup d'intermittents ne pourront pas faire leurs heures.

Spécificité française, le régime des intermittents concerne 100.000 artistes et techniciens indemnisés chaque année. Pour obtenir l'assurance chômage, ils doivent avoir travaillé 507 heures sur douze mois.

Europe

Union européenne. Selon une première estimation de l'Office européen des statistiques Eurostat, la zone euro a enregistré sur les trois premiers mois de l'année un repli de 3,8 % de son PIB, du jamais vu dans la courte histoire de la monnaie unique, lancée en 1999. Le contraire eut été étonnant.

Dixit Phil Hogan, commissaire européen au Commerce : « *Il doit y avoir un équilibre entre une Europe ouverte aux affaires et une Europe qui protège sa population et ses entreprises dans certains secteurs. Nous devons renforcer nos défenses pour que des pays ne profitent pas de la situation financière difficile de nos firmes. Nous allons regarder de plus près certains investissements étrangers* ».

Allemagne. L'Allemagne a annoncé l'interdiction complète dans le pays des activités du puissant mouvement chiite libanais, que réclamaient notamment et avec vigueur les Etats-Unis et Israël. Il s'agit en fait de la branche politique.

Celle-ci est accusée d'organiser des collectes de soutien, de recruter des sympathisants et d'organiser des manifestations appelant à la destruction d'Israël.

La cour constitutionnelle de Karlsruhe rendu un arrêt d'une rare brutalité en mettant en cause le droit de la Banque centrale européenne de racheter de la dette publique des Etats, niant par là-même la primauté du droit européen sur le droit national. Les juges viennent d'éparpiller façon puzzle l'euro et l'Union européenne. Affaire à suivre.

Tous les commerces sont désormais autorisés à ouvrir, peu importe leur taille, s'ils respectent des mesures d'hygiène et limite le nombre de visiteurs simultanés.

Angleterre. Elle est devenue le pays européen le plus touché par le coronavirus avec 31 313 morts, soit un chiffre plus élevé que celui de l'Italie. Et le deuxième derrière les Etats-Unis. Les autorités sanitaires pensent que le pic est atteint. On leur souhaite.

Autriche. Le ministre autrichien de la Santé annonce que, trois semaines après la réouverture d'une grande majorité de commerces dans le pays, la situation sanitaire est très stable et qu'il n'y a pour le moment pas de deuxième vague

International

Etats-Unis. Selon Wall Street, le monde de demain sera celui d'hier, en plus cartellisé, plus globalisé, plus technologique et plus virtuel. Avec la victoire des plus puissants, à commencer par les géants de l'Internet, en dépit de la correction qui a eu lieu vendredi 1^{er} mai. La crise ne supprime pas la menace d'une mobilisation antitrust, mais la rend pour l'instant moins violente politiquement.

Le capitalisme face à l'incertitude radicale du monde

Par Giles Laferté*

Du manque de masques et de tests à l'annonce d'un déconfinement chaotique, un sentiment d'improvisation a traversé nos sociétés, qui contraste avec l'exercice classique d'un pouvoir dont l'autorité sociale repose justement sur la préparation de l'avenir. Comme un adolescent qui se pense immortel, pourquoi l'Occident n'a-t-il cru à cette crise annoncée que face au mur ?

A mesure de l'étendue de la crise, les populations en voudront toujours plus à leurs dirigeants, les sanctionnant politiquement le jour venu. Et nous devons probablement vivre des conséquences judiciaires vengeresses. Les oppositions politiques de chaque gouvernement en feront leur miel. Mais il semble un peu court de résoudre par ce jeu démocratique notre difficulté collective. Tous auraient probablement failli. La difficulté des démocraties occidentales est générale. Au-delà des erreurs personnelles de tel ou tel dirigeant, les explications sont plus fondamentales et sans doute multiples.

L'une d'elles pourrait être inscrite dans l'esprit même d'un moment du capitalisme. Il est sans doute révélateur que les plus capitalistes des dirigeants, Donald Trump et Jair Bolsonaro, ont le plus longtemps possible nié la catastrophe qui s'annonçait – notons que ce sont les mêmes qui sont climatosceptiques et n'y croiront probablement que lorsqu'il sera trop tard – comme si, par autoconviction, ils avaient le pouvoir de garder l'avenir prédictible et sous leur contrôle. Longtemps, une telle crise est demeurée pour beaucoup impensable. Une fois admis ce qui s'avancait, Donald Trump a alors été clair : « *On n'arrête pas le capitalisme.* » Cette phrase interpelle pour qui s'intéresse au processus historique.

Trop de personnes, de projets, d'en treprises sont engagés dans l'avenir par la dette pour que les possibles prévus n'adviennent pas. Le remède serait pire que le mal ! La perte de contrôle produit une catastrophe économique et sociale qui sidère gouvernants et population. Et la réponse est sans doute en partie là, dans la capacité du capitalisme à se convaincre, en s'appuyant sur le « savoir médical » et sur l'Etat notamment, qu'il peut réduire l'incertitude radicale du monde en construisant une société prédictible et certifiée, capable de gérer son risque.

Capitalisme autoréalisateur

Concernant la santé, cela se lit dans les questionnaires que nous remplissons auprès des assureurs au moment de demander un prêt. Informé du risque global du groupe dans lequel est catégorisé le client et lui affectant ainsi une probabilité de décès, il suffit d'appliquer un prix plus élevé à la mesure du risque de ce groupe pour produire un avenir assuré. La santé est une variable prévisible à l'échelle collective. Des business plans au *credit scoring*, des études de marché au bilan des entreprises, du tracking au marketing automatisé, tout conduit à certifier l'information économique et à réduire les incertitudes pour les transformer en risque optimisé par catégorie de personnes, d'entreprises, de marchés.

Ces catégories sont produites à la fois par les données statistiques mises en série, toujours réaffinées par les big data, qui valent de l'or puisqu'ils enregistrent nos comportements et prédisent l'avenir probabilisé, et par les certifications délivrées par les institutions au premier rang desquelles l'Etat, grâce à l'appareil scolaire (les diplômes) ou les impôts (les déclarations fiscales, les états matrimoniaux et actes de naissance...), et les employeurs (feuilles de salaire).

Cette profusion de données renforce une société capitaliste qui contrôle et se rêve autoréalisatrice et reproductive. La banque, comme gardienne du futur probabilisé de la société salariale et entrepreneuriale, accordera ou non un prêt selon le profil social et médical et selon la nature des activités envisagées. Endettons-nous, consommons, investissons, puisque l'avenir aux possibles finis est assuré.

L'orgueil de l'Occident

La crise de 2008 avait été décrite comme une crise de ce modèle probabiliste. Le choc était interne à la finance qui, en somme, avait péché par mécompréhension des mécaniques comportementales et individuelles qui s'agrègent pour former un mouvement collectif, une question effectivement redoutable pour les sciences sociales. Le passé qui se reproduit est en effet l'idéal de l'avenir capitaliste. En 2008, les banques avaient failli à garantir l'avenir, mais l'Etat était venu le réassurer. Les failles de notre esprit de calcul maximisateur ont été colmatées, et nous avons continué collectivement à penser que l'incertitude majeure était sous contrôle.

Même quand le tonnerre a grondé en Chine, même informés des dangers, nous avons encore cru qu'une crise de cette ampleur ne pouvait nous atteindre. L'orgueil des sociétés occidentales assurées sur l'avenir produit la sidération actuelle de se voir confinés dans une économie qu'il a pourtant bien fallu arrêter. Et, là encore, les Etats des économies dominantes du monde entier se précipitent pour annoncer des plans de relance et tenir des discours rassurants. Nous serons bientôt de nouveau sauvés.

Une résistance cognitive s'est installée dans nos esprits, convaincus que le progrès scientifique et social avait éradiqué les grandes incertitudes collectives. Comme si le risque n'était désormais plus qu'individuel, risque que les banquiers nomment maladroitement les « accidents de la vie ». Cette croyance probabiliste pêche par son positivisme et par sa lecture individualiste des comportements sociaux. L'avenir n'est pas un monde fini des possibles connus, et le capitalisme peine à le penser comme une interaction collective entre nous et notre environnement. Le capitalisme contemporain semble tourner comme ce hamster prisonnier de sa roue du temps répétitif.

La crise actuelle sonne comme un ultime avertissement pour les crises majeures du 21^e siècle qui s'annoncent : les sociétés occidentales ne peuvent se laisser prédire l'avenir par ceux-là même qui ont intérêt à ce qu'il se répète, au risque de nous entraîner collectivement dans le mur des possibles non probabilisés, et pourtant les plus probables.

() Gilles Laferté est directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.*

Source Le Monde 03/05/2020

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[l'observatoire du journalisme](#)

[revue Eléments](#)

[du grand François Bousquet... comme d'habitude](#)

[comment l'Etat s'est fait hara kiri](#)

[site de Synthèse nationale](#)